

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôle Techniques et Environnement Sud
2 rue Jean Richepin
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 11/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SYDETOM 66

Plateforme de traitement de déchets verts

Mas d'en Victor
parcelles AR8 et AR9
66140 CANET EN ROUSSILLON

Références : 2022-130-PUB

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2022 sur la plateforme de traitement de déchets verts que le SYDETOM 66 exploite Mas d'en Victor, parcelles AR8 et AR9 à Canet-en-Roussillon (66140). L'inspection a été annoncée le 17/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans une action visant à contrôler que les installations classées sensibles au risque d'incendie, telles que les plateformes de traitement de déchets verts, respectent les prescriptions réglementaires en matière de prévention et de lutte contre le risque d'incendie. Le choix de la période de ce type de contrôle a volontairement été programmé un peu avant la période estivale des Pyrénées-Orientales qui, en raison d'épisodes de sécheresse et de canicule, est propice aux départs d'incendies.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYDETOM 66
- Plateforme de traitement de déchets verts
- Mas d'en Victor, parcelles AR8 et AR9 à Canet-en-Roussillon (66140)
- Code AIOT dans GUN : 0006603952
- Régime : Enregistrement

La poursuite du fonctionnement de la plateforme de traitement de déchets verts de Canet-en-Roussillon a été autorisée par arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCLUE/2017326-0001 du 22/11/2017, pour la rubrique 2791-1 (traitement de déchets non dangereux).

Le décret n° 2018-458 du 06/06/18 a créé la rubrique 2794, spécifique au broyage de déchets végétaux non dangereux. Cette rubrique a remplacé la rubrique 2791 à laquelle les installations de broyage de déchets verts étaient précédemment soumises.

En conséquence, l'activité de broyage de déchets verts doit désormais être réalisée conformément

aux prescriptions de l'arrêté préfectoral précité et de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Cette installation présente la particularité de se trouver à l'intérieur du périmètre de la déchèterie de Canet-en-Roussillon, exploitée par Perpignan Méditerranée métropole communauté de communes (PMMCU). PMMCU détient la compétence pour collecter les déchets verts. C'est PMMCU qui accueille les producteurs de ces déchets : particuliers et professionnels (entreprises de débroussaillage, paysagistes, jardiniers, élagueurs, etc).

Le SYDETOM 66, exploitant de l'installation contrôlée, détient quant à lui la compétence pour traiter ces déchets. Ces opérations sont menées par campagnes de broyage d'une durée pouvant être comprise entre 5 à 15 jours.

Le thème de visite retenu est le suivant : Risque incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7.2.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Propreté	Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 2.3.1	/	Sans objet
Esthétique	Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 2.3.2	/	Sans objet
Accessibilité	Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 7.2.1.1	/	Sans objet
Accessibilité engins	Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 7.2.1.2	/	Sans objet
Clôture de l'installation	Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 7.5.2	/	Sans objet
Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 7.5.5	/	Sans objet
Conditions d'entreposage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un point de contrôle a fait l'objet d'un constat susceptible de suites administratives. L'inspection des installations classées considère que l'exploitant peut remédier à l'écart réglementaire concerné sous le délai de 15 jours, qu'elle lui accorde. Passé ce délai, en fonction des réponses de l'exploitant, il pourra être proposé à monsieur le préfet de le mettre en demeure de remédier à cet écart.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées recommande que l'exploitant tienne compte de ses observations – qui ne relèvent pas de non-conformités ou d'écarts réglementaires – pour la poursuite de l'exploitation de son établissement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 2.3.1
Thème(s) : Autre, Entretien site
Prescription contrôlée : [...] L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. [...]

Constats : Le jour du contrôle, l'inspection des installations classées constate que le site est correctement entretenu. A l'intérieur du périmètre de l'établissement, les parties enherbées sont tondues.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Esthétique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 2.3.2
Thème(s) : Autre, Entretien abords installation
Prescription contrôlée : [...] Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). [...]
Constats : L'inspection des installations classées constate que les parcelles limitrophes à l'établissement ne sont pas placées sous le contrôle de l'exploitant. L'inspection constate que ces parcelles n'ont pas été débroussaillées par leur propriétaire.
Observation : L'exploitant est invité à sensibiliser les propriétaires des parcelles limitrophes à ses installations au risque incendie et à les inciter à entretenir et débroussailler ces parcelles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 7.2.1.1
Thème(s) : Autre, Intervention des services de secours
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. [...] Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.
Constats : L'établissement est pourvu d'un accès permanent à l'installation assurée par le personnel d'astreinte de Perpignan Méditerranée métropole communauté de communes qui exploite la déchèterie dans laquelle l'installation de broyage de l'exploitant (SYDETOM 66) est implantée durant les campagnes de broyage de déchets verts. Lorsqu'ils ne sont pas utilisés dans le cadre de l'exploitation, les véhicules sont parqués de manière à ne pas gêner le passage des engins de lutte contre l'incendie. Par ailleurs, l'exploitant dispose qu'un second accès, en temps normal, fermé à clé, qui peut-être également utilisé en cas d'intervention pour lutter contre un incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Accessibilité engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 7.2.1.2
Thème(s) : Autre, Accessibilité engins
Prescription contrôlée : Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de

<p>l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.</p> <p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <p>la largeur utile est au minimum de 3 mètres</p> <p>la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres</p> <p>et la pente inférieure à 15%,</p> <p>dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée,</p> <p>la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90kN par essieu</p> <p>ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum,</p> <p>chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie,</p> <p>aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation et la voie engin.</p> <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> <p>Constats : L'inspection des installations classées constate qu'une voie « engins » permet de circuler sur le périmètre de l'installation. Sa largeur n'est pas inférieure à 3 mètres. Aucun obstacle aérien ne gêne la circulation sur cette voie qui présente une pente nulle. Dans le périmètre de l'installation, une aire permet aux engins de lutte contre l'incendie d'effectuer des demi-tours. Enfin, cette voie est dimensionnée pour le passage des engins de chantier.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>
--

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 7.2.2
Thème(s) : Autre, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ; - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la</p>

température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
<p>Constats : Le personnel en charge de l'exploitation dispose d'un téléphone mobile pour d'alerter les services d'incendie et de secours. Deux poteaux incendie sont implantés à l'entrée de la déchèterie et se trouve, par conséquent, à moins de 100 m de l'installation de broyage de déchets verts. Cependant le jour du contrôle, l'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer que ces poteaux incendie sont capables de délivrer un débit d'eau de 60 m3/h durant deux heures. L'inspection des installations classées constate également la présence de deux robinets d'incendie armés (R.I.A.) dans l'établissement, mais l'exploitant explique que ces R.I.A. ne sont pas encore fonctionnels : exploitant a sollicité, auprès de la société de distribution d'eau, que des travaux de prolongement du réseau soient réalisés afin de pouvoir les raccorder.</p> <p>Un plan est affiché à l'entrée de la déchèterie dans laquelle l'activité de broyage de déchets verts est effectuée. Il s'agit du plan de Perpignan Méditerranée métropole communauté de communes, qui reprend le positionnement des stockages et des risques, et mentionne, en particulier, l'interdiction de fumer.</p> <p>Demande : Dans un délai n'excédant pas 15 jours, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une copie du bon de commande pour la programmation, pour la fin du mois de juillet au plus tard, d'une vérification du débit du poteau incendie situé à l'entrée de son établissement. Dès réception du résultat de cet essai, l'exploitant en adresse une copie à l'inspection des installations classées. Dans le cas où le résultat de l'essai révélerait que le débit de 60 m3/h sous 2 heures exigé par la réglementation n'est pas respecté, l'exploitant accompagne sa transmission de la ou des mesures qu'il propose de mettre en œuvre pour y remédier, assorties d'une échéancier de mise en œuvre.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Clôture de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 7.5.2
Thème(s) : Autre, Interdiction accès au public
<p>Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.</p> <p>Constats : L'ensemble du site est ceint par une clôture et un portail fermé à clé, interdisant son accès à toute personne non autorisée, en dehors des heures d'ouvertures de l'établissement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 7.5.5
Thème(s) : Autre, Consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : [...] - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ; l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;</p>

<p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc., - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
<p>Constats : L'inspection des installations classées constate que l'exploitant dispose de consignes d'exploitation comportant les éléments indiqués ci-dessus et en particulier la nécessité de disposer de permis d'intervention et de permis feu pour réaliser des travaux à l'intérieur de l'établissement.</p> <p>L'interdiction d'apporter du feu et en particulier celle de fumer sur le site est rappelée sur le panneau fixé sur le mur du local à l'entrée de l'établissement, à l'aide de pictogrammes et textes bien visibles.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : Conditions d'entreposage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-II</p>
<p>Thème(s) : Autre, Conditions d'entreposage</p>
<p>Prescription contrôlée : II. Conditions d'entreposage</p> <p>L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau de l'entreposage des déchets entrant ou après broyage. La hauteur maximale des tas de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres.</p>
<p>Constats : Le jour du contrôle, l'inspection des installations classées constate que la hauteur de 3 mètres des déchets verts en attente de broyage n'est pas respectée. Toutefois, l'inspection des installations classées rappelle que le respect de cette prescription ne relève pas de la responsabilité de l'exploitant au regard de la répartition des compétences définies par convention (et antérieurement par arrêté préfectoral) entre le SYDETOM 66 (chargé du traitement des déchets) et PMMCU (chargé de la collecte des déchets). L'exploitant explique, de plus, qu'en raison des travaux de modification de l'installation identique de Torreilles, les flux de déchets verts ont dû être redirigés vers l'installation de Canet-en-Roussillon. L'exploitant assure que maintenant que l'installation de Torreilles est à nouveau pleinement opérationnelle la situation reviendra rapidement à la normale.</p>
<p>Observations : Il serait utile que l'exploitant réserve une aire pour épandre un andain de compost qui présenterait un début d'incendie par combustion interne.</p> <p>L'exploitant est invité à sensibiliser PMMCU sur l'importance de respect de la hauteur maximale des tas de déchets verts en attente de broyage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>